

« La situation des migrants inquiète »

IMMIGRATION

Les migrants illégaux subsahariens sont de plus en plus nombreux au Maroc. *Le Soir-Echos* a rencontré Aude Balme, directrice du Centre de migration et co-développement qui évoque les différentes actions menées par son centre.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROLAND SOMANI AMOUSSOU (STAGIAIRE)

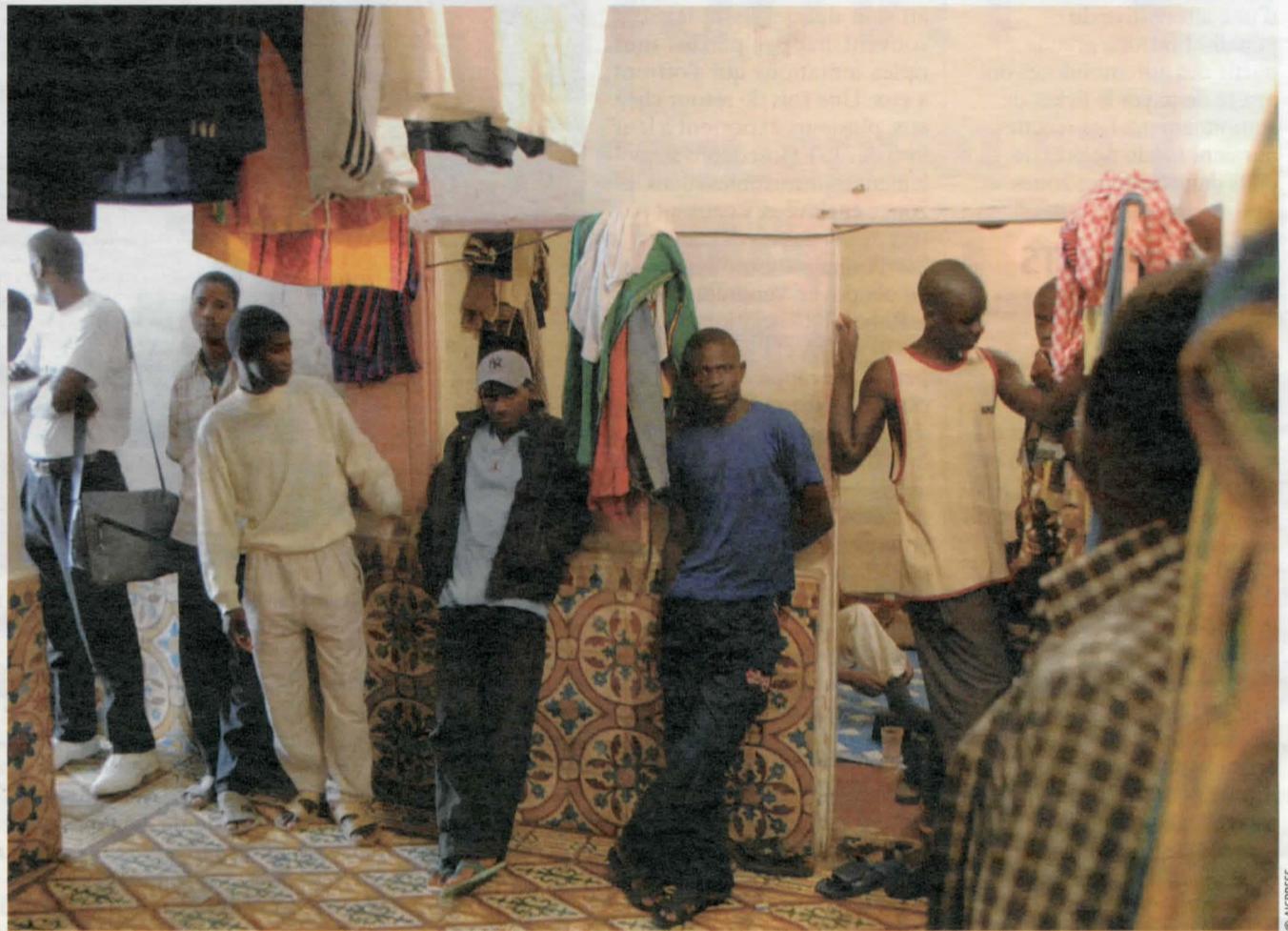
A quand remonte la création de la Fondation Orient-Occident ?

Notre fondation existe depuis 1994. Elle a deux cellules en fait. Il y a le Centre de migration et co-développement de Rabat qui reçoit exclusivement les migrants et réfugiés subsahariens en difficulté sur le territoire marocain. Et nous avons aussi un deuxième centre au sein de la Fondation Orient-Occident qui accueille principalement les Marocains.

Quels sont les critères à remplir pour recevoir l'aide de votre fondation ?

Nous n'avons pas de critères. Nous accueillons des réfugiés comme des migrants et comme vous le savez déjà, les deux n'ont pas le même statut. Notre fondation travaille en étroite collaboration avec le Haut Commissariat pour les réfugiés au Maroc (HCR) qui reconnaît les réfugiés et les demandeurs d'asile mais pas les migrants de tout genre. Et le problème, c'est que ces migrants ont également des difficultés d'ordre multiple qui ne sont pas loin de celles des réfugiés ; alors du coup, ils se retrouvent seuls et laissés-pour-compte. Donc nous sommes, ouverts à toutes ces deux catégories de personnes en difficulté.

Pouvez-vous nous donner un chiffre sur le nombre de migrants et réfugiés qui bénéficient chaque année de l'aide de votre fondation ?



Aude Balme : « Il y a aujourd'hui au Maroc près de mille réfugiés et au moins 10 000 migrants, donc imaginez un peu le nombre de personnes en difficulté ayant reçu nos soins ».

Là par contre, nous n'avons pas un chiffre exact sur leur nombre. Mais officiellement, il y a aujourd'hui au Maroc près de mille réfugiés et au moins 10 000 migrants, donc imaginez un peu le nombre de personnes en difficulté ayant reçu nos soins.

Quelles sont les aides que vous apportez aux migrants subsahariens qui se présentent à la Fondation Orient-Occident ?

D'abord, je crois que si ces personnes ont quitté leur pays, c'est parce qu'elles avaient des difficultés de tout genre (guerre, famine, tensions sociales, etc.). Le Centre de Migration et co-développement qui relève de la fondation dispose d'assistants et de psychologues qui aident ces Subsahariens à vider leur sac comme on dit. Ils exposent les problèmes rencontrés en cours de route et ce qui les a poussés à quitter leurs pays. Nous avons aussi des assis-

tants sociaux qui s'occupent du suivi de ces personnes. Le centre dispose aussi d'une crèche pour les migrants avec famille. En dehors de cela, il y a des cours d'informatique, de couture, de musique, de cuisine, de langue que nous organisons à l'endroit des Subsahariens qui viennent ici. Il y a aussi des programmes d'aides financières que nous attribuons en étroite collaboration avec le HCR aux femmes et enfants en situation très difficile.

Quels sont vos rapports avec les autorités marocaines ?

Sur ce plan, je peux vous dire que nous avons de bons rapports avec l'Etat marocain. La Fondation Orient-Occident est reconnue pour ses actions. Mais le paradoxe, c'est que le Maroc a signé des conventions internationales qui reconnaissent un certain nombre de droits aux réfu-

giés et autres. Mais le constat est que ces personnes ne bénéficient jusqu'à présent d'aucun droit et sont livrées à elles-mêmes. Pas de titre de séjour, pas de droit au travail, rien du tout. Il faut dire que le Maroc est encore réfractaire sur ce plan. La situation est vraiment alarmante. Et c'est d'ailleurs pourquoi nous militons aux côtés de plusieurs autres associations pour que ces droits soient quand même reconnus par l'Etat marocain. Et pour ce faire, la Fondation Orient-Occident organise chaque année au mois de juin, le Festival Rabat-Africa pour montrer une autre facette des migrants subsahariens et valoriser la culture africaine qui peut apporter beaucoup de choses au Maroc. Le Centre de migration et co-développement organise aussi des tables rondes avec d'autres institutions sur la question des droits de ces personnes. ♦